

# Le Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS Nord et Littoral... 3 mois, 17,00; 6 mois, 32,00; 1 an, 60,00  
France et Belgique... 3 mois, 18,00; 6 mois, 34,00; 1 an, 64,00  
Union postale... 3 mois, 20,00; 6 mois, 38,00; 1 an, 72,00

REDACTION-ANNONCES ROUBAIX: 71, Grande-Rue, Tél. 34 et 1808. Inter. 6  
ABONNEMENTS TOURCOING: 33, rue Carot. Tél. 57.  
Chèques postaux ST. LAZ.

Vendez-vous mieux  
**CONTRE LA VIE CHÈRE**  
Faites vos achats  
**AU SOLDEUR**  
33, rue Pierre-Molle 33  
ROUBAIX  
**CHAUSSURES**  
pour toutes les formes  
à des Prix incroyables

## Les charges fiscales et la famille

L'Etat français se trouve en ce moment aux prises avec toutes les conséquences de la philosophie individualiste qui est sa religion depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Sans en dire trop courtes et trop rares périodes, la France, les gouvernements qui elle était elle-même une nation individualiste. Dans tous les domaines: moral, social, économique, financier, militaire, on a gouverné selon le principe individualiste: pour la durée d'une vie humaine quelconque; pour la durée d'une vie ministérielle plus souvent.

L'avenir a été ignoré ou sacrifié. C'est que la France, au regard de la constitution, est un malheureux individu qui naît enfant trouvé et qui meurt célibataire. De lendemain pour le citoyen français, il n'en existe pas légalement.

Mais quand la loi contredit la nature, la nature se révolte et les individus individualistes sont morts, et le lendemain est venu, amenant la fatale échéance d'une si grande erreur.

Au point de vue social, on peut le dire, la leçon a été comprise: à l'heure actuelle, les efforts les plus divers sont inspirés par le principe de la solidarité.

UN APPEL AUX PAYS  
Pour faire face aux lourdes échéances prochaines, pour dégraver en même temps l'Etat d'une dette flottante dont la masse peut à tout moment devenir périlleuse, dit le ministre des Finances, nous n'avons voulu nous arrêter qu'à des moyens normaux. Persuadés que ce pays qui a fait de si grandes choses dans le passé ne saurait ni ne veut s'abandonner, ayant au surplus des preuves multiples de l'admirable vitalité de la France, nous entendons, écartant tout système de contrainte, quel qu'il soit, nous adresser à la nation, faire un appel pressant et suprême à sa volonté de vivre, lui demandant de nous aider, par un effort librement consenti, à dégraver le Trésor des difficultés présentes et à dissiper les inquiétudes pour l'avenir.

UN EMPRUNT  
L'emprunt auquel nous invitons dans ce but, nos concitoyens à souscrire, doit leur ramener sur guichets du Trésor, confiants tout à la fois, dans l'efficacité de l'aide qu'ils lui apporteront et dans la sécurité de l'emploi qu'ils feront de leurs fonds.

En les mettant à l'abri des fluctuations du change, en leur accordant un avantage que le plein succès de cet emprunt par le renouveau de confiance qu'il provoquera, par l'amélioration générale du marché des valeurs qu'il déterminera, rendra facile à supporter pour le Trésor, nous donnons aux souscripteurs la double assurance qu'ils viennent en aide au pays et qu'ils agissent au mieux de leurs intérêts.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE  
M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

## LES PROJETS DE M. CAILLAUX

### LE MINISTRE DES FINANCES PROPOSE:

UN EMPRUNT « RESERVE » AUX SEULS PORTEURS DES BONS DE LA DEFENSE NATIONALE;  
UNE AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS A L'ETAT PAR LA BANQUE DE FRANCE.

Paris, 26 juin. — Voici le texte résumé de l'exposé des motifs et du dispositif du projet de loi pour parer aux difficultés de la Trésorerie et alléger la dette flottante que M. Caillaux a déposé, au début de la séance de cet après-midi, sur le bureau de la Chambre:

### EXPOSE DES MOTIFS

M. Caillaux expose combien est délicate la situation financière de la France et à quel point elle pourrait devenir grave si des remèdes décisifs n'y étaient apportés.

### UN APPEL AUX PAYS

Pour faire face aux lourdes échéances prochaines, pour dégraver en même temps l'Etat d'une dette flottante dont la masse peut à tout moment devenir périlleuse, dit le ministre des Finances, nous n'avons voulu nous arrêter qu'à des moyens normaux. Persuadés que ce pays qui a fait de si grandes choses dans le passé ne saurait ni ne veut s'abandonner, ayant au surplus des preuves multiples de l'admirable vitalité de la France, nous entendons, écartant tout système de contrainte, quel qu'il soit, nous adresser à la nation, faire un appel pressant et suprême à sa volonté de vivre, lui demandant de nous aider, par un effort librement consenti, à dégraver le Trésor des difficultés présentes et à dissiper les inquiétudes pour l'avenir.

### UN EMPRUNT

L'emprunt auquel nous invitons dans ce but, nos concitoyens à souscrire, doit leur ramener sur guichets du Trésor, confiants tout à la fois, dans l'efficacité de l'aide qu'ils lui apporteront et dans la sécurité de l'emploi qu'ils feront de leurs fonds.

### UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE

M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

### UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE

M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

### UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE

M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

### UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE

M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

### UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE

M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

### UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE

M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

### UN AVANCE SUPPLEMENTAIRE DE SIX MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE

M. Caillaux explique ensuite que si une nouvelle avance de six milliards n'était obtenue de la Banque de France, le Trésor ne saurait être en état d'assurer ses obligations au cours des mois prochains.

## Les infiltrations de l'ennemi sont rejetées

Fez, 26 juin. — (Bulletin officiel des renseignements):

AU CENTRE, les infiltrations ennemies sur Ain-Matouf n'ont pas progressé.

A L'EST, les contingents dissidents et Rifains, signalés dans le secteur nord les 24 et 25, ont tenté de sérieuses infiltrations sur nos postes, d'un côté dans la vallée de l'Oued-el-Kébir, dans la partie ouest de Lebem, et de l'autre par la vallée de l'Oued-Moon.

Il s'est ouvert à une ferme résistance de nos partisans appuyés par des renforts, qui ont contrarié vigoureusement.

Sur l'Oued-el-Kébir, l'ennemi a été rejeté à deux kilomètres au nord de nos postes, et dans la partie ouest de Lebem, pendant trente deux et plus de soixante blessés.

L'aviation a contribué largement au succès de la journée par des bombardements très énergiques des groupements dissidents et des villages ennemis d'où était parti le mouvement d'infiltration.

### UNE POUSSEE DANS LA REGION DE TAZA ARRETÉE PROMPTEMENT

Fez, 26 juin. — On signale qu'une forte poussée s'est exercée dans la région de Taza. Elle a été arrêtée très promptement par l'intermédiaire de nos troupes. L'ennemi aurait subi de fortes pertes.

### LE VOYAGE DU SULTAN CHEZ LES TRIBUS DU NORD

Fez, 26 juin. — Le voyage du sultan dans les tribus frontalières des Cherarda produit une très vive impression dans toute la région nord. Le sultan procéda à des nominations de certains chefs. Moulay Yousef visitera prochainement les autres tribus et les troupes marocaines combattant sur le front.

Un signalé également que la proclamation du sultan fut lue dans toutes les mosquées et qu'elle a été entendue tout le pays la plus heureuse répercussion.

### UN FAUX BRUIT

Paris, 26 juin. — Un de nos confrères parisiens annonçait ce matin que la direction des opérations militaires au Maroc serait confiée au général Weygand. On sait qu'il avait déjà été question de cette nomination et que M. Painlevé l'avait démentie.

### L'ATTITUDE DES GROUPES

Le groupe des républicains de gauche s'est prononcé presque unanimement pour l'adoption du projet financier du Gouvernement.

Le groupe de la gauche républicaine démocratique n'a pas encore tenu de réunion. Il semble que le groupe se trouve partagé en deux fractions à peu près égales: l'une, favorable au projet gouvernemental, l'autre partisan de l'abstention.

Le groupe socialiste (S. F. I. O.), a tenu une réunion, de 17 h. à 18 h. 15.

Après discussion, il a donné mandat à ses délégués à la Commission des Finances de présenter et de défendre d'abord devant la Commission, puis à la tribune, les projets financiers du groupe, comportant notamment le prélèvement sur le capital.

### LA COMMISSION DES FINANCES ADOPTE LE PROJET DU GOUVERNEMENT

Paris, 26 juin. — La Commission des Finances, après avoir entendu M. Caillaux, a été saisie de la proposition des socialistes tendant à instituer le prélèvement sur le capital.

Cette proposition a été repoussée par 21 voix contre 4.

La prise en considération du projet du Gouvernement a été ensuite adoptée par 20 voix contre 10.

La discussion des articles du projet a commencé aussitôt.

### LA MODE A PARIS

L'administration des Arts décoratifs est quotidiennement encombrée par des inventeurs réels ou faux qui viennent offrir leur travail.

Le public s'en est bien aperçu et met la section de mode un peu en quarantaine.

### LES CIGARETTES EXPLOSIVES

Un agent grièvement blessé  
Paris, 26 juin. — Rue du Neubourg-Montmartre, l'inspecteur Lempereur, de la police judiciaire, allumait une cigarette.

Il avait à peine tiré quelques bouffées que la cigarette fusa, le blessant très grièvement à la main gauche.

### LES CHANGES

	Jeudi	Vendredi
Livre...	104.83	105.99
Dollar...	21.58	21.875
Belgique...	99.20	99.45

## LA GUERRE AU MAROC

### Les infiltrations de l'ennemi sont rejetées

Fez, 26 juin. — (Bulletin officiel des renseignements):

AU CENTRE, les infiltrations ennemies sur Ain-Matouf n'ont pas progressé.

A L'EST, les contingents dissidents et Rifains, signalés dans le secteur nord les 24 et 25, ont tenté de sérieuses infiltrations sur nos postes, d'un côté dans la vallée de l'Oued-el-Kébir, dans la partie ouest de Lebem, et de l'autre par la vallée de l'Oued-Moon.

Il s'est ouvert à une ferme résistance de nos partisans appuyés par des renforts, qui ont contrarié vigoureusement.

Sur l'Oued-el-Kébir, l'ennemi a été rejeté à deux kilomètres au nord de nos postes, et dans la partie ouest de Lebem, pendant trente deux et plus de soixante blessés.

L'aviation a contribué largement au succès de la journée par des bombardements très énergiques des groupements dissidents et des villages ennemis d'où était parti le mouvement d'infiltration.

### UNE POUSSEE DANS LA REGION DE TAZA ARRETÉE PROMPTEMENT

Fez, 26 juin. — On signale qu'une forte poussée s'est exercée dans la région de Taza. Elle a été arrêtée très promptement par l'intermédiaire de nos troupes. L'ennemi aurait subi de fortes pertes.

### LE VOYAGE DU SULTAN CHEZ LES TRIBUS DU NORD

Fez, 26 juin. — Le voyage du sultan dans les tribus frontalières des Cherarda produit une très vive impression dans toute la région nord. Le sultan procéda à des nominations de certains chefs. Moulay Yousef visitera prochainement les autres tribus et les troupes marocaines combattant sur le front.

Un signalé également que la proclamation du sultan fut lue dans toutes les mosquées et qu'elle a été entendue tout le pays la plus heureuse répercussion.

### UN FAUX BRUIT

Paris, 26 juin. — Un de nos confrères parisiens annonçait ce matin que la direction des opérations militaires au Maroc serait confiée au général Weygand. On sait qu'il avait déjà été question de cette nomination et que M. Painlevé l'avait démentie.

### L'ATTITUDE DES GROUPES

Le groupe des républicains de gauche s'est prononcé presque unanimement pour l'adoption du projet financier du Gouvernement.

Le groupe de la gauche républicaine démocratique n'a pas encore tenu de réunion. Il semble que le groupe se trouve partagé en deux fractions à peu près égales: l'une, favorable au projet gouvernemental, l'autre partisan de l'abstention.

Le groupe socialiste (S. F. I. O.), a tenu une réunion, de 17 h. à 18 h. 15.

Après discussion, il a donné mandat à ses délégués à la Commission des Finances de présenter et de défendre d'abord devant la Commission, puis à la tribune, les projets financiers du groupe, comportant notamment le prélèvement sur le capital.

### LA COMMISSION DES FINANCES ADOPTE LE PROJET DU GOUVERNEMENT

Paris, 26 juin. — La Commission des Finances, après avoir entendu M. Caillaux, a été saisie de la proposition des socialistes tendant à instituer le prélèvement sur le capital.

Cette proposition a été repoussée par 21 voix contre 4.

La prise en considération du projet du Gouvernement a été ensuite adoptée par 20 voix contre 10.

La discussion des articles du projet a commencé aussitôt.

### LA MODE A PARIS

L'administration des Arts décoratifs est quotidiennement encombrée par des inventeurs réels ou faux qui viennent offrir leur travail.

Le public s'en est bien aperçu et met la section de mode un peu en quarantaine.

### LES CIGARETTES EXPLOSIVES

Un agent grièvement blessé  
Paris, 26 juin. — Rue du Neubourg-Montmartre, l'inspecteur Lempereur, de la police judiciaire, allumait une cigarette.

Il avait à peine tiré quelques bouffées que la cigarette fusa, le blessant très grièvement à la main gauche.

### LES CHANGES

	Jeudi	Vendredi
Livre...	104.83	105.99
Dollar...	21.58	21.875
Belgique...	99.20	99.45

## LA POLITIQUE FINANCIERE DU GOUVERNEMENT, à la CHAMBRE

### M. CAILLAUX dépose ses projets dont il obtient l'examen immédiat

Paris, 26 juin. — La Chambre a adopté ce matin, le budget des Régions libérées, des Pensions, de l'Imprimerie Nationale, d'Alsace et de Lorraine, de la Légion d'honneur, des P. T. T., des Chemins de fer.

SEANCE DU MATIN

Paris, 26 juin. — La Chambre a adopté ce matin, le budget des Régions libérées, des Pensions, de l'Imprimerie Nationale, d'Alsace et de Lorraine, de la Légion d'honneur, des P. T. T., des Chemins de fer.

DECLARATIONS DE M. SCHMIDT A PROPOS DES SINISTRES

Au cours de la discussion du budget des Régions libérées, M. Schmidt a déclaré qu'il examinerait la question de la prorogation du délai permettant aux sinistrés d'acquiescer leurs impôts sur les dommages de guerre.

Il annonce que le nombre des rapporteurs généraux auprès des comités de préhabilitation va être augmenté et qu'il fera activer les opérations de façon que tous les dossiers soient à jour à la fin de l'année.

M. Philippoteaux, président de la commission des Régions libérées, indique que les sommes à récupérer seront très importantes.

Sur le chapitre 12 (secours et allocations aux habitants des régions libérées, 500.000 fr.), M. Desjardins, appuyé par M. Evarad, demande le rétablissement d'un crédit de 3 millions supprimé par le Sénat.

M. Schmidt observe qu'un projet comportant ouverture de crédits supplémentaires sera voté incessamment pour venir en aide aux sinistrés.

### SEANCE DE L'AUTRE-MIDI

Paris, 26 juin. — Les députés sont nombreux à l'ouverture de la séance à 15 h. 45.

M. Herriot, président, MM. Briand, Caillaux, Jean Durand, Antériou sont au banc du gouvernement.

Avant l'ouverture de la séance, M. Herriot avait pris M. Caillaux de venir l'entretenir de ses intentions.

### UN INCIDENT

Parlant sur le procès-verbal, M. Jean Renaud proteste contre le changement de l'ordre du jour de cet après-midi, puisque le budget est substitué aux interpellations sur les blés et les vins.

M. Herriot montre, l'Officiel en main, que le règlement a été strictement respecté.

### LES COMMUNISTES S'AGITENT

Le Président appelle l'ordre du jour, mais les communistes s'agitent bruyamment. M. Renaud leur adresse quelques phrases que contre le bruit des pupitres.

L'ordre du jour appelle le rapport de la commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.

Le tumulte continue, tandis que cette commission, à la tête de laquelle se trouve M. Bienvenu-Martin, s'est introduite solennellement sur les banquettes.

M. Bienvenu-Martin, après avoir lu le rapport, dépose le rapport. (Applaudissements.)

Les huissiers accompagnent la Commission avec le même cérémonial.

### LES PROJETS FINANCIERS DE M. CAILLAUX

La parole est à M. Caillaux, pour déposer les projets pour parer aux difficultés de la Trésorerie et alléger la dette flottante.

C'est dans un grand silence, que la Chambre écoute la lecture de l'exposé des motifs de ces projets, que nous publions par ailleurs.

Le ministre des Finances, le moment à l'œil, lit en soulignant les passages importants d'une intonation de voix plus aigue, particulièrement quand il dit sa confiance dans le pays pour répondre à son appel.

La séance est suspendue à 22 h. 30.

La séance est reprise aussitôt.

M. Painlevé et Caillaux sont au banc du gouvernement.

M. Vincent-Auriol déclare que la Commission n'a pas terminé ses délibérations et propose que la séance soit renvoyée à ce soir, 27 h. 30.

M. Painlevé adopte cette proposition, qui est adoptée.

## Le Tour de France

### LA QUATRIEME ETAPE: BREST-VANNES

UNE ARRIVEE EN PELOTON

HENRI PELISSIER ABANDONNE

Nous avions laissé entrevoir hier, que la quatrième étape du Tour de France, n'apporterait pas de grand changement au classement général actuel, tout d'abord en raison du parcours qui ne présentait aucune difficulté particulière, et ensuite parce qu'il ne fallait pas s'attendre à voir les routiers s'employer à fond après le rude effort produit la veille dans l'étape Cherbourg-Brest.

Tout s'est passé comme prévu, et au cours de l'épreuve de vendredi, les coureurs donnèrent plutôt l'impression de faire une prome-

nade que de participer à une compétition. Il n'y eut pour ainsi dire pas de lutte; et pendant presque toute la durée de l'étape, les « giants » se contentèrent de rester en groupes compacts, semblant se soucier fort peu de la place à occuper.

Henri Pelissier, dont on prévoyait l'abandon prochain en raison des douleurs dorsales dont il avait été victime lors du Circuit de Paris, n'est venu obligé d'abandonner au cours de l'étape d'hier, peu après son passage à Quimper. Nous ne pouvons que regretter la disparition de ce grand routier, tout en rendant hommage au courage dont il fit preuve depuis le départ du XIX<sup>e</sup> Tour de France.

Cinq hommes se présentaient ensemble à l'arrivée à Vannes et parmi ces derniers figuraient l'Italien Bottechia. Un autre peloton de dix coureurs arriva 37 secondes après le premier groupe.

Devant un tel résultat, on comprendra aisément le peu d'ardeur qui s'observa dans les coureurs dans la lutte d'hier. Aucun n'essaya de rendre un instant vicante, et après cette médiocre performance, l'on est en droit de se demander ce que seront les étapes d'aujourd'hui samedi, dimanche et de lundi. On sait, en effet, que les « giants » ne pourront jouer d'une journée de repos que mardi prochain.

Le Belge Adelin Benoist, qui occupait la première place au classement général, se voit contraint de le céder à nouveau à Bottechia, qui compte maintenant une avance de 25 secondes. Olivo renouvellera-t-il son exploit de l'an dernier? On ne saura en effet, qu'après la quatrième étape, l'Italien, ne fut plus rejoint, et qu'il termina la randonnée avec une avance sensible.